



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

24/09/2026

La colère doit s'exprimer dès maintenant dans un combat de classe !

Le gouvernement poursuit sa grande offensive austéritaire. Lecornu veut 54 milliards d'économies sur le prochain budget, en s'attaquant aux malades, aux travailleurs, aux retraités, aux locataires. Il continue à bloquer le salaire des fonctionnaires, rembourser encore moins les médicaments, geler les APL, allocations familiales, prime d'activité. Pour 2027 les régions ont appris qu'il n'y aura plus un seul euro pour la formation en direction des demandeurs d'emploi, nouveau serrage de vis également du compte personnel de formation, la participation forfaitaire obligatoire passe de 150 à 350 euros; l'Afpa, premier organisme de formation professionnelle qualifiante : 700 formateurs supprimés, attaque sur les arrêts maladie comme l'exige le MEDEF, le patronat ne cesse jamais sa guerre contre les travailleurs... On pourrait continuer la liste ... La militarisation continuera de recevoir des sommes abyssales: 63,3 milliards par an, sommes consacrées à l'achat et à la production d'armes se faisant sur le dos des travailleurs, et avec le Service Militaire la jeunesse est la chair à canons des guerres impérialistes. 270 milliards de cadeaux aux entreprises, le paiement des intérêts 77,4 milliards d'euros envoyé directement dans les coffres d'« investisseurs » spéculant sur la dette ! A cela s'ajoutent les hausses de prix : fioul, gaz, électricité, produits alimentaires, loyers... C'est simple, tout augmente, sauf les salaires, les pensions et les allocations !

L'argent payé à la pompe où va-t-il?

2,30 € le litre d'essence, 2,40 € le gazole... on nous prépare à ce que les prix grimpent jusqu'à 3 €! La hausse des carburants nous étouffe tous, nous devons choisir entre remplir le réservoir d'essence ou le frigo, renoncer aux sorties, les parents accompagnant les enfants aux compétitions renoncent...

Faut-il baisser les taxes, comme le proposent plusieurs candidats à la présidentielle? Baisses qu'ils prendront sur les écoles, les hôpitaux et les services publics, voire une nouvelle taxe ? Aucun ne parle de prendre l'argent aux grands bénéficiaires du système: l'ONG Transport & Environnement (T&E) révèle ceci : à l'échelle européenne, entre début mars et mi-septembre, les surprofits du secteur pétrolier se répartissent ainsi : 30 milliards d'euros pour les producteurs de pétrole brut en amont (pays ou entreprises) et 24,7 milliards pour les raffineurs et distributeurs en aval. En France, ces chiffres sont respectivement de 4,6 milliards et 3,8 milliards d'euros si les prix du carburant se maintiennent jusqu'à la fin de l'année, ces superprofits des raffineurs et distributeurs liés aux ventes de carburant dans l'UE atteindraient en effet près de 39 milliards d'euros en 2026, dont 6 milliards liés aux ventes de carburant en France.

Les entreprises contrôlant la chaîne allant de l'extraction à la distribution, en passant par le transport et le raffinage, réalisent des profits faramineux.

Cette explosion des prix résulte des guerres, nous dit-on. Non ces entreprises font flamber les prix et les travailleurs du monde entier devraient s'incliner devant la spéculation de ces grands trusts !

Exprimons notre colère sans attendre

Aucun candidat ne parle des salaires, allocations, pensions ni de les augmenter et rattraper la hausse des prix.

Exprimons collectivement notre colère, mettons nous en ordre de bataille. La journée du 29 septembre, initialement prévue dans la fonction publique, voit des syndicats d'entreprises privées s'y rallier aussi. D'autres

dates circulent. Il faut s'en saisir et orienter notre mobilisation contre ceux profitant de la situation pour s'enrichir comme jamais.

La colère monte dans le pays. Le gouvernement craignant la montée des luttes a été contraint d'annoncer quelques miettes afin de donner l'impression de faire quelque chose, Macron s'exprime à télé pour ne rien dire.

Binet, la secrétaire nationale de la CGT, critique du bout des lèvres les mesures du gouvernement sur la hausse des prix du carburant, elle continue d'ignorer la colère et les appels à la mobilisation se contentant d'évoquer la date sectorielle du 29 septembre, refuse de proposer des perspectives de lutte.

Le rôle des directions du mouvement ouvrier est de proposer un plan de bataille à la hauteur des attaques contre la classe ouvrière, d'unifier les colères sur une base de classe ; portant un programme articulant la baisse et le blocage immédiat des prix du carburant, l'augmentation générale des salaires et leur indexation sur inflation, l'abrogation de toutes les lois sécuritaires. Il est nécessaire de se confronter au patronat et son fondé de pouvoir, le gouvernement. Les confédérations syndicales regardent ailleurs préférant le dialogue social. Celui-ci aboutit à une régression sociale et laisse les travailleurs l'arme aux pieds. L'exemple récent de la conférence Travail Emploi Retraite le montre : 44 réunions, en 8 mois, aboutissant à un rapport dicté par le patronat ! *« Il ne reflète pas les débats de la conférence et comporte des préconisations qui n'ont jamais été négociées, validées, voire même parfois, jamais mises en discussion au cours des 44 séances de travail »* déclare la CGT SUD et FSU. Un comble, ce rapport va servir au gouvernement contre les travailleurs, la collaboration de classe se retourne toujours contre ceux produisant les richesses: le peuple.

Cette colère des travailleurs, de la jeunesse, des retraités doit s'exprimer dans la rue par la grève. Il faut impérativement construire un rapport de force, contre le budget d'austérité, pour nos salaires, nos emplois, en finir avec la précarité. Et cela dès maintenant sans attendre 2027.

Un nouvel élan puissant pour #ToutBloquer # est possible par un rapport de force dans chaque entreprise, atelier, service, établissement d'enseignement... afin de construire un mouvement global, un véritable soulèvement social dont nous avons tous et toutes besoin, dans un contexte général de montée des tensions, en France comme dans le monde entier. Dans ce processus de lutte se pose la question de la nécessité absolue d'abattre la société capitaliste, son exploitation et ses guerres.